



ARRETE MUNICIPAL n°2022-061
Portant autorisation d'exhumation
et de réinhumation d'une urne
Concession 13-D GIVORS

Le Maire de la Commune de Grésy-sur-Aix,

Vu le code général des collectivités locales, notamment les articles L 2213-8 à 10, L 2213-44, L 2223-15 et 16,

Vu la demande du 06/04/2022 faite par Madame Monique MARIN, ayant-droit de la concession GIVORS,

Vu, la demande du 06/04/2022 des pompes funèbres générales 42 – 44a venue saint Simond à Aix-les-Bains,

ARRETE

Article 1 : Une autorisation est accordée pour l'exhumation de l'urne de Monsieur André LACLEF dans la concession GIVORS référencé sous la référence

Les cendres du défunt seront transférées dans une nouvelle urne qui sera réinhumée (rescellée) sur le monument immédiatement après.

Article 2 : Ces opérations se dérouleront le 12 avril à partir de 08h00 au cimetière de Grésy-sur-Aix.

Article 3 : Les pompes funèbres générales, 42 -44 avenue de Saint Simond à Aix-les-Bains sont chargées de la réalisation des travaux.

Article 4 : Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté : Le Maire de la commune de Grésy-sur-Aix, le Directeur Général des Services, le Responsable de la Police Municipale, service des Cimetières.

Copie adressée à ces personnes, ainsi qu'à :

- Les pompes funèbres générales d'Aix

Fait à Grésy-sur-Aix, le 07 avril 2022

Le Maire,
Florian MAITRE



Affiché/publié le : 08/04/2022
Notifié à l'intéressé le : 08/04/2022
Certifié exécutoire le : 08/04/2022

« En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de à la plus tardive des dates suivantes : publication/notification, réception par le représentant de l'Etat. Le Tribunal Administratif de Grenoble pourra être saisi via le dépôt d'une requête sur le site www.telerecours.fr

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.